

## La visite à Paris de M. Kadhafi provoque un feu nourri de critiques

### Contrats La Libye achèterait pour plusieurs milliards d'euros de matériels civil et militaire

Rarement visite d'un chef d'Etat étranger à Paris aura suscité autant de débats et de polémiques. Il est vrai que la France devait accueillir lundi 10 décembre, pour un séjour officiel de pas moins de cinq jours, un personnage haut en couleur, dictateur peu respectueux des droits de l'homme les plus élémentaires et qui défend volontiers le terrorisme : le colonel Mouammar Kadhafi, Guide de la Jamahiriya libyenne.

Cette visite a lieu cinq mois après la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien que le régime de Tripoli retenait prisonniers depuis plusieurs années. L'élargissement de ces derniers - qui ont pour certains d'entre eux été torturés par les Libyens - a été obtenu par la France et l'Union européenne après une médiation du Qatar, auquel Nicolas Sarkozy avait fait appel. Paris estime que cette libération a ouvert la voie à une normalisation complète des relations avec la Libye. Troisième producteur de pétrole africain, ce pays a renoncé il y a quelques années à son programme d'armes de destruction massive et a commencé à rétablir ses relations avec les Etats-Unis.

La visite de M. Kadhafi en France n'en suscite pas moins nombre de critiques, dans l'opposition et dans la majorité. Secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, Rama Yade se dit « dérangée » : « Le colonel Kadhafi doit comprendre que notre pays n'est pas un paillason sur lequel un dirigeant, terroriste ou non,

peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits », a-t-elle déclaré dans un entretien accordé au *Parisien*. Bernard Kouchner, le ministre des affaires étrangères, assure qu'il n'est « pas question d'oublier au nom de la *realpolitik* le nom des victimes du régime libyen ». Le chef du Parti socialiste, François Hollande, accuse M. Sarkozy de recevoir « un dictateur qui s'est compromis dans des actes terroristes ».

A Lisbonne, où il participait ce week-end au sommet Afrique-Europe, le président Sarkozy a observé : « Si nous n'accueillons pas des pays qui prennent le chemin de la respectabilité, que devons-nous dire à ceux qui prennent le chemin inverse » ?

Marché convoité par tous les pays occidentaux, la Libye a annoncé son intention d'acheter des avions Airbus pour plus de 3 milliards d'euros, un réacteur nucléaire et de nombreux équipements militaires lors de la visite de M. Kadhafi à Paris.

A Lisbonne, M. Sarkozy s'est attaché à renouer des liens avec deux présidents africains dont les relations avec la France ont été ces dernières années au plus mal : l'Ivoirien Laurent Gbagbo et le Rwandais Paul Kagamé. Il s'est présenté comme un « ami de l'Afrique » et a dit sa confiance dans l'avenir de ce continent devant les cinquante-trois dirigeants africains présents. ■

Lire pages 4-5,  
Enquête page 20  
et l'éditorial page 2

## Editorial

### Kadhafi à Paris

La France est le premier pays occidental qui fait à Mouammar Kadhafi l'honneur d'une réception depuis l'époque où le dirigeant libyen s'était mis au ban des nations par son soutien au terrorisme. En acceptant de négocier avec lui, en 2003, l'arrêt de ses tentatives pour se doter d'une arme atomique, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont donné le signal d'un changement d'attitude vis-à-vis d'un chef d'Etat dont le régime bafoue les libertés fondamentales et a été impliqué dans des attentats meurtriers contre la compagnie aérienne américaine PanAm et la française UTA.

Toutefois, ni Washington ni Londres n'ont, à ce jour, accueilli celui qui se fait appeler le « Guide de la révolution libyenne ». Il est vrai que l'un des derniers voyages de Tony Blair, en tant que premier ministre, a été pour la Libye, en juin, avec à la clé un énorme accord pétrolier. A ce moment-là, les infirmières et le médecin bulgares étaient toujours en prison à Benghazi. M. Blair était allé en Libye une première fois en 2004, de même que Silvio Berlusconi, alors président du conseil italien, et Jacques Chirac. La même année, Romano Prodi, président de la Commission européenne, avait reçu M. Kadhafi à Bruxelles.

Le président de la République a beau jeu de faire allusion à de tels précédents pour minimiser le cadeau qu'il a accepté de faire au dirigeant libyen. Il n'empêche : la hâte à recevoir le « Guide », les prévenances dont il est entouré pour une bien longue visite donnent à la France un rôle peu glorieux. En ne posant aucune condition à l'approfondissement de sa relation avec Tripoli, Paris accorde un blanc-seing à un vieux dictateur dont le principal atout semble tenir à ses réserves de pétrodollars.

A la différence d'Angela Merkel, qui défend les droits de l'homme et les principes démocratiques en tous lieux et quel que soit son interlocuteur, M. Sarkozy profite de l'incapacité de l'Europe à adopter une position commune sur ces questions pour se « placer » auprès des dirigeants les moins respectueux des libertés. Il n'est pas anormal d'avoir un dialogue avec la Libye, pays qui compte sur la rive africaine de la Méditerranée. Mais le langage de la France semble contraint par l'accord, resté mystérieux, qui a présidé à la libération des infirmières, le 24 juillet. Le malaise exprimé soudain par Bernard Kouchner et Rama Yade, membres du gouvernement, vise à désamorcer les critiques plutôt qu'il n'exprime une exigence.

Au soir de son élection, M. Sarkozy avait annoncé que la France serait « aux côtés des opprimés » et qu'elle était « de retour » en Europe. Il donne aujourd'hui au colonel Kadhafi l'occasion de pavoiser. Il aura été le seul dirigeant de l'Union européenne à féliciter Vladimir Poutine pour le résultat des élections législatives en Russie. M. Sarkozy ne tient pas parole. ■



Afrique Visite à Paris du colonel Kadhafi, rencontres à Lisbonne avec Laurent Gbagbo et Paul Kagamé

## La diplomatie africaine controversée de M. Sarkozy

Alors qu'il accueillait, lundi 10 décembre à Paris, le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, qui effectuait en France une visite controversée de six jours, Nicolas Sarkozy a voulu dessiner, samedi à Lisbonne, à l'occasion du sommet Union européenne-Afrique, les contours d'une nouvelle politique africaine de la France, où il s'agit de « parler avec tout le monde ». Le président français a jeté les jalons d'un « début de normalisation » avec la Côte

d'Ivoire de Laurent Gbagbo et le Rwanda de Paul Kagamé, deux pays dont les relations avec la France s'étaient détériorées durant la présidence de Jacques Chirac.

La visite du Guide de la révolution libyenne à Paris intervient moins de cinq mois après la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien obtenue par la France et l'Union européenne (UE), avec une médiation décisive du Qatar auquel avait fait appel M. Sarkozy. Le colonel Kadhafi, pour lequel une tente a été installée dans la cour de l'Hôtel Marigny, à côté de l'Élysée, restera jusqu'au 15 décembre en France. Il sera reçu à deux reprises, lundi et mercredi, par M. Sarkozy. Les discussions devraient porter sur des contrats commu-

niaux, des fournitures d'armement, une coopération dans le nucléaire civil, ainsi que le projet d'Union méditerranéenne.

À Lisbonne, M. Sarkozy a salué le dirigeant libyen en se déclarant « très heureux » de le recevoir à Paris. Devant les journalistes, le chef de l'État a cherché à justifier l'invitation qu'il avait lancée à M. Kadhafi au lendemain de la libération des infirmières bulgares : « Si nous n'accueillions pas des pays qui prennent le chemin de la respectabilité, que devons-nous dire à ceux qui prennent le chemin inverse ? ». Il a exprimé le souhait que la visite soit « un succès » et qu'elle donne lieu à la conclusion d'« un certain nombre d'accords économiques ».

« Pour le reste, a ajouté Nico-

las Sarkozy à propos du numéroté libyen, il a sa personnalité, il a son tempérament, ce n'est pas moi qui vais le juger. » Le président français n'a pas fait de commentaire spécifique sur les propos tenus la veille par le colonel Kadhafi, qui avait réclamé, devant une assemblée d'étudiants portugais, des compensations financières pour les pays colonisés, puis fustigé « la dictature » du Conseil de sécurité de l'ONU et déclaré comprendre « le recours des jacobins au terrorisme » face aux « superpuissances ».

À Lisbonne, M. Sarkozy a enchaîné une série d'entretiens avec des dirigeants africains, esquissant une politique africaine où les contacts de la France seraient plus larges, affranchis de certains contentieux. Ce positionnement, visible, soutient de marquer une nouveauté, intervient au moment où l'image de la France en Afrique a été sensiblement écornée à la fois par le scandale de l'Arche de Zoé au Tchad et par le discours prononcé en juillet par M. Sarkozy à Dakar, où il avait mis en cause la capacité de « l'homme africain » à appréhender l'avenir.

Se présentant comme « l'ami de l'Afrique », le président français a souligné « les progrès réalisés » en matière de paix et de démocratie sur le continent. « Je ne suis pas de ceux qui réduisent l'Afrique à



Philippe Bernard

une terre de guerre et de violence », a-t-il déclaré devant les 53 dirigeants africains et 27 européens réunis. Affirmant que « l'Afrique n'appartient qu'à elle-même », il a appelé le continent à « assumer encore davantage [ses] responsabilités » pour étendre « ses propres incertitudes ». Le président lui-même s'est présenté en demi-teinte : « Si je dois régler les problèmes, c'est qu'ils ne l'ont pas été avant », a-t-il lancé devant les journalistes.

Les « problèmes » concernent les relations franco-rwandaises, interrompues depuis la publication, voici un an, des conclusions du juge Bruguière mettant en cause le président Kagamé dans l'attentat de 1994 qui coûta la vie aux présidents rwandais et burundais de l'époque et fut le signal qui déclencha le génocide

de Tutsis. Un génocide qui « nous oblige à réfléchir, France comprise, à nos faiblesses ou à nos erreurs », a déclaré M. Sarkozy, en une formulation qui, a-t-il précisé, a été « pestée » afin de « respecter toutes les sensibilités ». « Il y a beaucoup de souffrance au Rwanda. Nous avons convenu, l'avez-vous », a-t-il ajouté, confirmant qu'un groupe de travail préparait la reprise des relations diplomatiques.

D'une tout autre nature, la querelle franco-ivoirienne devrait, elle aussi, être vidée, et des « relations amicales » rétablies à condition que le président Gbagbo tienne sa promesse d'organiser des « élections transparentes » d'ici à juin 2008.

Nicolas Sarkozy a d'autre part affirmé que la France « continuait à faire év-

luer son dispositif militaire » en Afrique. Il a indiqué avoir fait le commentaire suivant aux présidents de la Côte d'Ivoire et du Tchad, où sont déployées des troupes françaises : « Si on génère, on peut s'en aller ». La réponse de ses interlocuteurs, a-t-il dit, a été négative.

À propos du Tchad, M. Sarkozy a réaffirmé sa détermination à déployer la force européenne voulue par la France pour protéger les réfugiés. Cette force a pour objectif d'« ériger un nouveau Dordoir » dans l'est du Tchad, a-t-il dit. L'Eufor devrait aussi être évoquée à Paris avec le colonel Kadhafi, qui n'a jamais, ainsi l'idée d'un déploiement international à ses frontières. ■

Philippe Bernard (Lisbonne) et Natalie Nougayrède

## Les « disparus » des prisons libyennes

4

À LA VIEILLE du voyage à Paris de Mouammar Kadhafi, des organisations de défense des droits de l'homme ont tenu à rappeler le degré de répression politique dans ce pays, et la fréquence de la torture dans ses prisons. Elles demandent aux autorités françaises de faire figurer les droits de l'homme au menu des discussions avec M. Kadhafi. Amnesty International qualifie la Libye de « dictature », tandis que Human Rights Watch (HRW) met en exergue les cas de disparitions de détenus.

« Nous pensons qu'il y a actuellement des dizaines de prisonniers politiques en Libye », dit Fred Abrahams, un enquêteur de HRW. L'ONG a rassemblé des éléments sur cinq « disparus », dont toute trace a été perdue

depuis 2006. Le sort de ces cinq hommes n'a fait l'objet, précise M. Abrahams, d'aucune démarche des emissaires français ou européens au moment où ceux-ci s'efforçaient d'obtenir la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien.

Arrêté dans la capitale, Tripoli, après avoir participé à l'organisation d'une manifestation commémorant l'anniversaire d'une répression meurtrière dans la ville de Benghazi, Rahman Al-Otaïwi, un étudiant libyen en médecine, est porté disparu depuis février. Un autre manifestant, Juma Bougayed, détenu lors de la même manifestation par des agents de la sécurité libyenne, est aussi porté disparu. Douze autres personnes arrêtées

à l'occasion de ce rassemblement sont en instance de jugement et risquent la peine de mort pour avoir « projeté de renverser le gouvernement », affirme un communiqué d'HRW.

Un autre cas est celui de Fahdi Al-Jahmi, un opposant arrêté en octobre 2002 pour avoir publiquement critiqué M. Kadhafi et appelé à des élections libres, à la liberté de la presse et à la libération des prisonniers politiques. Son épouse et son fils ont été arrêtés et détenus sans inculpation pendant six mois en 2004. Son procès a débuté en 2005 et, selon son avocat désigné d'office, Fahdi Al-Jahmi encourt la peine capitale pour avoir appuyé la constitution de « tout regroupement ou organisation interdits par la loi ». Les autorités refusent tout droit de visite depuis août 2006. Selon son frère, sa famille ignore « s'il est mort ou vivant ».

Deux autres « disparus » sont Mohammed Al-Rimi et Sofian Ibrahim Hamad Hamoudah, deux Libyens ayant été détenus à Guantanamo puis renvoyés par les États-Unis dans leur pays d'origine. Depuis leur retour en Libye (le premier en décembre 2006, le second en septembre 2007), aucune information n'a pu être obtenue sur leur sort.

Selon Fred Abrahams, il y a probablement « des centaines de disparus » depuis des années en Libye. Un groupe d'opposants exilés, Droits de l'homme solidaire, a publié une liste de 258 prisonniers dont les familles ont perdu la trace depuis leurs arrestations. Tripoli invoque souvent la loi 71, qui interdit toute activité politique contredisant les principes de la « révolution », pour jeter des opposants en prison. L'article 3 de cette loi impose la peine de mort. ■

## La visite du Guide libyen vivement critiquée par Rama Yade et les socialistes

EN VISITE officielle en Argentine où il représente la France à l'occasion de l'investiture de la présidente élue Cristina Kirchner, le premier ministre François Fillon a vivement répliqué aux critiques formulées par la secrétaire d'État française aux droits de l'homme, Rama Yade, à l'encontre de la visite officielle que le colonel Kadhafi à Paris. « Que les donneurs de leçon tournent sept fois leur langue dans bulgares crouper dans les geôles libyennes, cela aurait été un crime », a affirmé M. Fillon dans une allocution à l'ambassade de France à Buenos Aires. « Nous avons besoin que la Libye, dans le cadre des relations interméditerranéennes, redéfinisse un pays avec lequel on puisse discuter et progressivement un pays où les droits de l'homme soient respectés », a-t-il indiqué.

Le chef du gouvernement a fait savoir qu'il entendait « avoir une conversation » avec la secrétaire d'État qui, dans un entretien publié lundi par *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, considère que « notre pays n'est pas un palliasson, sur lequel un dirigeant, terroriste ou non, peut venir s'asseoir les pieds du sang de ses propres faits ».

« La France ne doit pas recevoir ce boiser de la mort (...), la France n'est pas qu'une balance commu-

### TCHAD Les Français de l'Arche de Zoé criminelle

N'DJAMENA. Les six Français de l'Arche de Zoé, trois Tchadiens et deux soudanais sont renvoyés devant la Cour criminelle par le juge tchadien chargé de l'instruction de la tentative de

transfert de 103 enfants en France, a annoncé, lundi 10 décembre, un avocat de la défense. Le juge a prononcé un non-lieu pour les 12 autres inculpés. Les six Français ont entamé, samedi, une grève de la faim pour dénoncer une instruction menée « à charge » et chamer leur innocence.

De son côté, Bernard Konchener, le ministre français des affaires étrangères, assure, dans un texte publié lundi par *La Croix*, qu'il n'est « pas question d'oublier » au nom de la « réalpolitik » que « le président libyen fut un pourfendeur professionnel des droits de l'homme et [qu'il] se faisait le prosélyte d'un islam conquérant ». « Kadhafi a abandonné les armes de destruction massive et renoncé pour son pays au terrorisme », insiste M. Konchener. La visite de cinq jours du colonel Kadhafi a suscité de très fortes réactions d'hostilité du Parti socialiste dont les députés boycottèrent, mardi 11 décembre, la réception par l'Assemblée nationale d'un chef d'État qu'ils estiment être un « dictateur qui s'est compromis dans des actes terroristes ».

Jean-Marc Ayrault, le président du Groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a demandé l'annulation de sa venue – qu'il juge « inacceptable ».

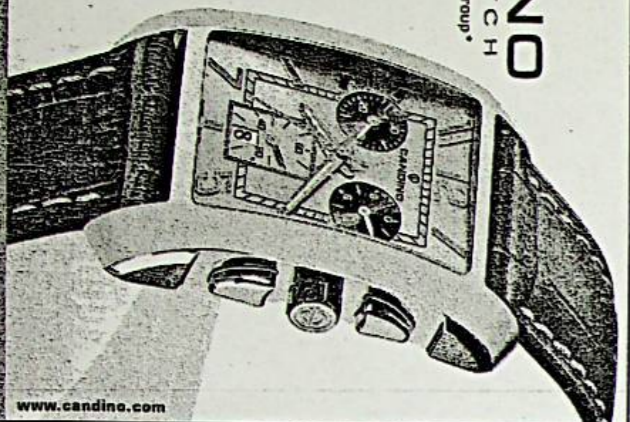
La Cour criminelle pourrait très rapidement être convoquée en session extraordinaire pour un procès avant la fin de l'année. Les inculpés, poursuivis pour « enlèvement de mineurs en vue de compromettre leur état civil » et « escroquerie », ou « complicité », encourrent de cinq à vingt ans de travaux forcés. – (AFP)

LE MONDE



CANDINO  
SWISS WATCH  
a company of the FESTINA Group

Collection MONTE-CARLO  
Chronographe  
Mvt. ETA - acier 316L  
Emaillé 5 ATM  
swiss made



www.candino.com

Bijouterie BAUDUIN  
13, Rue Maréchal FOCH  
65500 VIC EN BIGORRE  
05.52.99.72.46

Bijouterie Eric DUPONT  
26, Rue St. Jean  
62520 LE TOULQUET  
03.21.05.29.72

N. NO.



# A Lisbonne, l'offensive des pays africains contre l'UE

M. Barroso, le président de la Commission européenne, a dû s'engager à « poursuivre le débat » sur les accords de partenariat économique

LISBONNE

ENVOYÉ SPÉCIAL

Les Africains ont pris les Européens au mot : puisque le Vieux Continent, piqué au vif par les succès chinois, leur propose d'instaurer une « relation d'égal à égal », ils ont, samedi 8 et dimanche 9 décembre à Lisbonne, défendu sans complexe leurs intérêts.

Personne ne peut jurer que ce sommet Union européenne - Afrique méritera le qualificatif d'« historique » proclamé lors de sa clôture. Aucune des crises du moment n'aura connu d'avancée dans son règlement pendant ces deux jours de rencontre.

Le succès serait d'un autre ordre : les Africains ont globalement su faire pencher la réunion dans le sens qu'ils avaient choisi. Y compris pour aborder le sujet qui fâche : la libéralisation du commerce, que les Européens veulent imposer à l'Afrique.

Ni la présence du président du Zimbabwe, Robert Mugabe, jugée scandaleuse au point de justifier le boycottage des Britanniques, ni celle, tonitruante, du libyen Mouammar Kadhafi n'ont réussi à accaparer l'attention.

Les Africains, jouant sur la déter-

dit de séjour dans l'UE pour ses atteintes aux droits de l'homme.

Dès l'ouverture, Alpha Oumar Konaré, président de la Commission de l'Union africaine (UA), a donné le ton : « L'Afrique entend aujourd'hui élaborer elle-même son agenda », a-t-il lancé à l'adresse des Européens. Loin des provocations du colonel Kadhafi réclamant des « compensations » financières pour la colonisation, M. Konaré a appelé à « enterrer définitivement le pacte colonial ». Il a exigé « un devoir de mémoire » notamment à propos de la traite négrière et de la colonisation pour « éviter tout oubli » de l'histoire, invitant à « tourner la page sans la déchirer ».

Dès lors, le terrain était dégagé pour passer à l'offensive. Contre les « sucettes » promises aux Africains qui s'engagent à reprendre leurs immigrés clandestins. Mais surtout contre les « Accords de partenariat économiques » (APE) dont la non-signature d'ici au 31 décembre aboutirait à un rétablissement des droits de douane qui bloquerait l'accès à l'Europe des produits africains.

Alors que la Côte d'Ivoire, exportatrice de cacao, venait de parapher la veille, M. Konaré a critiqué le « forcing » des Européens. Il a été épaulé par le président sénégalais, Abdoulaye Wade, qui refusant, lui, de signer, a claqué la porte de Lisbonne, très remonté contre la « camisole de force ».

régime d'accord qui maintiendra leur privilège douanier. En privé, les Européens ne cachent d'ailleurs ni leur agacement devant l'« apathie » africaine sur ce dossier, ni leur désir de provoquer un choc en faveur d'une meilleure gouvernance.

Sur ce dernier point, la fracture entre Africains aura été visible : tandis que M. Konaré proclamait la responsabilité des Africains eux-mêmes, des dirigeants comme le Sud-Africain Thabo M'Beki ou M. Wade ont pris la défense du régime de Robert Mugabe. Le président sénégalais a même lancé : « Qui peut dire qu'on viole les droits de l'homme au Zimbabwe plus que dans d'autres pays africains ? »

Mais la fronde contre les APE a

porté : le président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso, a dû s'engager, dimanche, à « poursuivre le débat » et à reprendre les négociations en février 2008.

Les Africains, eux, craignent que les accords « intérimaires » signés au forceps ne soient pérennisés, auquel cas leur révolte aura été vaine. A moins que les politiques de chaque Etat européen ne viennent à la rescousse de leurs « amis » africains.

A Lisbonne, Nicolas Sarkozy a donné le la, accusant Bruxelles de livrer les Africains à la « brutalité des échanges » et d'« asphyxier les pays les plus pauvres » au risque de

« L'Afrique entend aujourd'hui élaborer elle-même son agenda »

Alpha Oumar Konaré